

En début d'année, se réunissait à Rome, sans grande fanfare, le Comité des vingt, ministres des Finances de différents pays, afin de discuter du système monétaire et commercial. La discussion s'est poursuivie ensuite à Washington où les grands pays industrialisés se sont réunis pour envisager une action commune face à la crise pétrolière.

Il y a eu des critiques au sujet de la manière dont la réunion a eu lieu et de l'ordre du jour limité qui avait d'abord été proposé. Le Canada a souscrit à certaines des réserves formulées et je suis heureux d'annoncer que l'on projette maintenant d'amorcer le dialogue avec les grands exportateurs de pétrole.

L'étape suivante eut lieu à New York au mois d'avril. Lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, on discuta du vaste problème des matières premières et de leur incidence sur le développement.

Cette session extraordinaire de l'Assemblée générale était essentiellement une réunion politique. On ne pouvait attendre d'elle l'élaboration de plans d'action détaillés. Cette tâche incombera aux nombreux organismes spécialisés des Nations unies qui ont accumulé à cet égard un riche fonds de connaissances et d'expérience.

L'Assemblée générale a été, cependant, l'enceinte où se sont exprimées les pensées et les aspirations des pays moins développés. Les pays industrialisés ont pu, eux aussi, présenter leur point de vue et exposer ce qui devait être fait, à leur avis, pour remettre sur pied le système commercial et monétaire international. Certaines des idées avancées par les pays du premier groupe ont pu sembler aller un peu loin au premier abord, et être peu pratiques. Mais l'expérience montre que l'inacceptable un jour est enseigné comme dogme le lendemain.

Il est nécessaire d'équilibrer à l'échelle mondiale les besoins des pays industrialisés et ceux des pays moins développés, les besoins des exportateurs et ceux des importateurs, catégories qui sont loin d'être imperméables l'une à l'autre, car les grandes lignes de démarcation classiques sont devenues floues. La situation du Canada en est un exemple. Nous sommes une nation industrialisée ainsi qu'un pays producteur de matières premières. Notre propre expérience nous conduit à appuyer les notions de souveraineté nationale sur les ressources naturelles, de contrôle du développement en fonction des priorités nationales, d'établissement de principes directeurs nationaux pour les entreprises internationales qui exercent des activités sur notre territoire.

La plupart des positions énoncées à la session extraordinaire seront examinées en détail, au sein d'autres forums, pendant les mois à venir. Il est toutefois un point sur lequel s'est nettement fait l'unanimité: le besoin d'aide d'urgence aux pays les plus durement atteints par la hausse rapide des prix du pétrole. Ce sont essentiellement les pays très peuplés qui ont peu de ressources exportables et des moyens insuffisants pour nourrir leur population. À la session extraordinaire,